

EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME ÉLABORATION ET PROCEDURES D'ÉVOLUTION

Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.

En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.

Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP, ...), à transmettre en annexe.

Les liens Internet sont donnés à titre indicatif

1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux	
Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Précisez l'intitulé précis de la procédure engagée : – PLU ou carte communale ? – élaboration, révision, modification, mise en compatibilité, etc. ?	Révision du PLU de la commune de Ville la Grand (74)

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :	
Le cas échéant, quelle est la date de débat de votre PADD ?	Le PADD a été débattu le 16 décembre 2019.
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	L'arrêt du PLU est prévu pour le début de l'été 2021.

2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	La personne responsable publique est Madame le Maire de Ville la Grand.
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	Service en charge du dossier : Service Urbanisme & aménagement du territoire Adresse : Place du Passage à l'An 2000 BP 400 74108 VILLE-LA-GRAND Cedex Référénte du dossier : Mme MOGIS responsable Aménagement du Territoire et Urbanisme 04 56 30 10 39 / 07 85 96 23 63 / leslie.mogis@vlg.fr
NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrons joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	

3. Caractéristiques générales de votre projet

3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?		
Oui		<p><i>Si oui, indiquez la date d'approbation du document et précisez si une procédure de révision du SCoT est en cours</i> <i>Si non, indiquez si un projet de SCoT est en cours</i></p> <p>La commune de Ville la Grand est intégrée dans le périmètre du SCOT d'Annemasse Agglo, approuvé en 2007. Il est actuellement en cours de révision (arrêt de la procédure de révision du SCOT le 05/02/2020 ; l'enquête publique est organisée du 7 décembre 2020 au 15 janvier 2021).</p>

3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?		
Oui		<p><i>Si oui, précisez sa date d'approbation et s'il a fait l'objet ou non d'une évaluation environnementale</i></p> <p>le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ville-la-Grand approuvé par délibération du conseil municipal en date du 13 novembre 2006, et ayant fait l'objet des évolutions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - modifié le 4 janvier 2008, puis le 8 août 2010, - modifié et révisé le 13 février 2012 et le 9 septembre 2013, - modifié le 24 février 2014, puis le 13 juin 2016. <p>Une modification n°7 est actuellement en cours pour intégrer un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG).</p> <p>Le PLU en vigueur n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.</p> <p><i>Si votre projet concerne une révision allégée ou une modification de ce document d'urbanisme, précisez quelle est la nature des évolutions et joignez en annexe les documents actuels (plan de zonage et règlement AVANT et APRÈS évolution)</i></p> <p>Non concerné</p>

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?		
Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?		La commune compte 8.802 habitants au recensement de l'INSEE millésimé 2017 et entrant en vigueur au 1 ^{er} janvier 2020.
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?		La superficie de la commune est de près de 450 ha.
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?		Le projet de révision s'inscrit sur la totalité du territoire communal.
Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles. Annexe à joindre : document graphique du plan en vigueur ou du projet		<p><i>Indiquez les données en surface ou en pourcentage</i></p> <p>Au PLU actuellement en vigueur :</p> <p>Zone U : 288 ha, soit 64 % du territoire communal Zone AU : 17.5 ha, soit 3.8 % du territoire communal Zone A : 60.8 ha, soit 13.5 % du territoire communal Zone N : 83.7 ha, soit 18.6 % du territoire communal</p> <p><i>Annexe 1 : Règlement graphique en vigueur</i></p> <p>Au projet de PLU révisé :</p> <p>Zone U : 306.6 ha, soit 68 % du territoire communal Zone AU : 0 ha, soit 0 % du territoire communal Zone A : 59 ha, soit 13 % du territoire communal Zone N : 81.6 ha, soit 18 % du territoire communal</p>

3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?		
Annexe à joindre : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joindre les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)		
Le projet de PADD qui a été débattu en Conseil municipal le 16 décembre 2019, comporte une orientation générale :		
un territoire en transition		
... déclinées en deux axes traduisant ce positionnement :		
<ul style="list-style-type: none"> - Axe Nature : Un cadre de vie privilégié à préserver dans un contexte d'agglomération durable - Axe Identité urbaine : Un pôle de centralité urbaine à conforter dans un contexte d'agglomération multipolaire 		
Chacun de ces axes est lui-même décliné en plusieurs orientations induites et objectifs :		
Axe Nature : Un cadre de vie privilégié à préserver dans un contexte d'agglomération durable.		
1. : Préserver et valoriser le cadre environnemental		
<ul style="list-style-type: none"> - 1.a. Préserver les fonctionnalités écologiques du territoire communal. 		

3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?

- 1. b. Favoriser la pénétration de la nature en ville.
- 1. c. Œuvrer pour limiter les pollutions et les nuisances, et prendre en compte les risques naturels et technologiques.
- 1. d. Soutenir une gestion "raisonnée" de la ressource, et promouvoir les économies d'énergie.
- 2. : Maîtriser l'évolution du paysage
 - 2. a. Préserver le paysage dans ses différentes composantes.
 - 2. b. Encourager des formes architecturales nouvelles et encadrer leur expression architecturale.

Axe Identité urbaine : Un pôle de centralité urbaine à conforter dans un contexte d'agglomération multipolaire.

- 1. : Encadrer le développement d'une ville à taille humaine
 - 1. a. Adapter les objectifs de croissance démographique aux conditions et capacités d'accueil existantes et programmées.
 - 1. b. Maintenir, un cadre d'équipements publics et collectifs adapté au contexte communal.
 - 1. c. Poursuivre et soutenir la diversification du logement en faveur de la dynamique sociale et générationnelle de la population.
- 2. : Soutenir un projet économique équilibré entre développement d'une économie plurielle et de proximité
 - 2. a. Maintenir la pérennité de l'activité agricole sur la commune.
 - 2. b. Soutenir une gestion raisonnée de la forêt.
 - 2. c. Contribuer au renforcement de l'offre commerciale et de services en centralité.
 - 2. d. Contribuer au renforcement de l'offre commerciale et de services de proximité hors centralité et ZAE.
 - 2. e. Requalifier et réorganiser la ZAE.
 - 2. f. Promouvoir le développement du tourisme vert et des loisirs de plein air.
- 3. : Repenser le développement futur de l'urbanisation
 - 3. a. Organiser de manière économe et raisonnée le développement de l'urbanisation au sein de l'enveloppe bâtie.
 - 3. b. Accompagner les changements de comportement en matière de mobilité et de modes de déplacement.

Annexe 2 : Projet de PADD débattu par le Conseil municipal

3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

Annexe à joindre : délibération engageant la procédure

3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

Par exemple :

- de manière générale (élaboration/révision) : perspectives de développement démographique, économique, touristique, d'équipements publics ou autre selon la nature de votre projet
- de manière plus ciblée (élaboration/révision et procédure d'évolution ponctuelle) : ouverture et/ou fermeture à l'urbanisation de certains secteurs, réduction d'une zone agricole, d'une zone naturelle, d'un espace boisé classé ou autre, création d'une UTN, autre (précisez notamment l'objectif de la déclaration de projet ou de la modification) ?

La procédure de révision du PLU a été engagée le 13 février 2017. Parmi les intentions de la commune figurent la volonté de définir une vision à moyen ou long terme du devenir de la commune et de maîtriser son urbanisation future ainsi que ses potentialités de construction, plusieurs objectifs motivés ont été déclinés :

- préserver les espaces naturels et agricoles du territoire communal,
- définir et préserver les corridors et continuités écologiques,
- établir un projet qui permette de préserver les paysages caractéristiques de la commune,
- repérer les éléments identitaires du patrimoine bâti et assurer leur mise en valeur, mais aussi leur évolution dans le cadre de réhabilitations,
- tenir compte des dispositions du PCAET,
- maîtriser la croissance démographique,
- fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace
- organiser le développement urbain,
- favoriser la mixité sociale en imposant la réalisation de logements sociaux,
- étudier et prévoir l'intégration de la ZAC Etoile
- chercher à assurer une continuité piétons / cycles claire et sécurisée entre le centre-ville et ses quartiers d'habitations,
- approfondir les orientations économiques et commerciales du PLU en cohérence avec le SCOT et encadrer leur développement,
- conforter le centre-ville en tant que secteur principal d'accueil du commerce de proximité et de fréquence d'achat hebdomadaire,
- préserver les espaces agricoles existants,
- prendre en compte la dimension du "tourisme vert".

Annexe 3 : Délibération prescrivant la révision du PLU.

Conformément aux orientations du projet de PADD et de DOO du SCOT d'Annemasse Agglomération, la commune souhaite traduire réglementairement un objectif de croissance démographique ralenti (comparativement aux tendances sur les décennies passées) de l'ordre de 1% en moyenne annuelle.

3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?

Oui	Non	Si oui, précisez les caractéristiques de cette UTN en application de l'article R122-8 du code de l'urbanisme (description de la nature du projet et de ses dimensions avec, le cas échéant, la surface de plancher créée)
		Non concerné

3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?

	oui	non	Le cas échéant, précisez :
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :	X		Par exemple : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, dérogation au titre de l'article L122-2 du code de l'urbanisme dans sa version antérieure au 27 mars 2014 pour les procédures concernées. Le projet de révision du PLU sera soumis à l'avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers.
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		X	Par exemple : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement ou pluvial, etc. ?

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...			
	<i>oui</i>	<i>non</i>	Le cas échéant, précisez
Les dispositions de la loi Montagne ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270		X	
Les dispositions de la loi Littoral concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection du zonage « Loi Littoral »		X	
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ? http://www.gesteau.eaufrance.fr/	X		Ville la Grand est concernée par le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021, entré en vigueur le 1 ^{er} janvier 2016. Le territoire de Ville-la-Grand se trouve principalement dans le Bassin versant de l'Arve référencé HR_06_01 au SDAGE Rhône - Méditerranée. La référence de la masse d'eau prise en compte dans ce Bassin et qui traverse le territoire communal est la suivante : FRDR556a : Le Foron.
Autres : Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...	X		La commune de Ville la Grand appartient à la communauté d'agglomération d'Annemasse les Voirons agglomération.

3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ? Annexe(s) à joindre : Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone
Non concerné

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Présentation de votre projet	
À quel type de commune appartenez-vous ? Sélectionnez dans la liste ci-contre	<ul style="list-style-type: none"> • Commune de centralité urbaine • Commune péri-urbaine de première couronne • Commune péri-urbaine éloignée • Pôle de vie au sein d'un espace péri-urbain • Pôle rural ou centre-bourg dans un espace rural • Commune rurale • Autre : (précisez)
4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, précisez :	
Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ? http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp	Sur la dernière décennie, la tendance est à la croissance démographique. Sur la période 2007-2017, la population est passée de 7187 habitants à 8802, soit une croissance démographique moyenne de 2,1 % / an.
Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins	Préciser ici (ou en annexe) comment les perspectives démographiques se traduisent en besoin de logements sur votre commune Conformément aux orientations du SCOT, telles que définies dans le DOO du projet de SCOT arrêté, le projet de révision du PLU sera dimensionné pour traduire un objectif de croissance démographique de 1% par an sur la période 2021-2032 (sur la période 2016-

4.1 Présentation de votre projet

en logements cela créera-t-il ? Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?	2021, le SCOT prévoit un taux de croissance non modulable du fait de l'intégration des coups partis, représentant la création de 450 logements environs). Soit pour la commune de Ville la Grand un besoin de 900 à 1.000 logements supplémentaires pour la période 2021-2032 et à l'échéance du SCOT (2032), en cumulant les coups partis (sur la période 2017-2021) et les objectifs de croissance démographique, un besoin d'environ 1.400 logements supplémentaires. Considérant le caractère urbain de la commune, la volonté de préserver les espaces agricoles et naturels communaux, les capacités d'accueil en comblement de rares dents creuses encore existantes (représentant un potentiel d'une trentaine de logements), l'enjeu de cette révision sera d'encadrer les espaces de renouvellement urbain pour répondre à ce besoin en logements.		
Combien de logements vacants avez-vous sur votre (vos) commune(s) ? http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp	Au recensement de 2016, 7,1 % des logements étaient déclarés vacants, soit environ 300 logements. Il est à noter qu'une grande partie de cette vacance s'explique par une opération en cours de livraison au moment du recensement.		
Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.	<i>Rétention foncière = pourcentage de l'espace qui a une forte probabilité de ne pas être mis sur le marché</i> L'analyse de l'enveloppe urbaine a permis de définir les disponibilités foncières au sein des espaces bâtis existants. Ces dents creuses ont été caractérisées en enjeux de fort à nul, selon leur probabilité d'urbanisation à échéance du PLU révisé. Un coefficient de rétention foncière a ensuite été appliqué selon les enjeux identifiés : 0% pour les DC à enjeu fort, 25% pour les DC à enjeu moyen, 50% pour les DC à enjeu faible et 100% pour les DC à enjeu nul. Sur la même logique, les espaces potentiels de renouvellement urbain ont été classés en 2 catégories selon leur localisation au sein ou en dehors des espaces préférentiels de développement urbain (selon la définition du DOO du SCOT tel qu'arrêté). Leur potentialité de renouvellement urbain a été déterminée en affectant un coefficient de dureté foncière (différencié entre les tènements situées en ou hors secteur préférentiel de développement urbain) sur la base de l'analyse typo morphologique du tissu urbain existant, croisée avec la proximité du pôle multimodal de la gare et les arrêts de BHNS. Chaque secteur ainsi défini s'est vu affecté une estimation de rétention foncière sur la base suivante :		
	<i>Tableau 1 - caractérisation typomorphologique du tissu bâti</i>		
		secteur préférentiel de développement de l'urbanisation	hors secteur préférentiel de développement de l'urbanisation
	centre ancien	0	0
	activité	0,75	0
	maison individuelle	0,75	0,25
	maisons en bande	0,25	0
	collectifs	0,25	0,25
	maisons jumelées	0,25	0
	villa	0,3	0
	pavillon (<i>organisation type lotissement</i>)	0,5	0,25
	faubourg	0,5	0,25
	grands ensembles	1	0,25
	artisanal, industriel ancien	0,5	0,25
	bureaux	0,5	0,25
	équipements	0	0
	habitat diffus	0	0
	d'origine rural	0,5	0,5
traditionnel	0	0	

4.1 Présentation de votre projet	
	... corrigée le cas échéant (au cas par cas) lorsque la localisation coïncide avec la proximité du pôle gare ou d'un arrêt du BHNS. Ainsi le projet de révision du PLU prévoit une capacité d'accueil estimée à 1400 logements (dont 450 répartis sur la période 2016-2021 et intégrant les coups partis et opérations en cours, et 950 sur la période 2021-2032).
Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?	La révision du PLU ne prévoit à proprement parler, aucune ouverture à l'urbanisation. Les secteurs de développement de l'urbanisation s'organisent en effet sur des espaces de renouvellement urbain ou intègrent des secteurs de développement de l'urbanisation dont la mise en compatibilité avec le document d'urbanisme est portée par une procédure spécifique (procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU actuellement en cours pour les secteurs de la ZAC Etoile Annemasse Genève).
Quelle sera la surface moyenne par logement ?	A ce stade de la procédure et des études, les premières estimations sont basées sur une surface moyenne de 80 m ² par logements nouveaux.
<p>Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ?</p> <p>Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en œuvre.</p>	
<p>Précisez, par exemple, le cas échéant et selon l'état d'avancement de votre projet :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les secteurs potentiellement ouverts à l'urbanisation : dents creuses, centre bourg ou centre urbain dense, extension 2. la répartition envisagée entre type de logements : logements individuels, logements semi-collectifs, collectifs 3. des actions envisagées pour diminuer la vacance des logements ou réhabiliter le parc existant 4. les phasages envisagés : zones U, 1AU ou 2AU et les conditions d'ouverture à l'urbanisation 5. les objectifs de densité 6. la nature des hébergements ou équipements envisagés dans le cadre d'une UTN <p>Pour répondre au besoin de 1400 nouveaux logements à l'horizon 2032, et en l'état d'avancement des études la répartition suivante des capacités d'accueil en logements est prévue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une trentaine de logements en comblement de certaines dents creuses (principalement destinées à du logement individuel). - au sein des opérations de renouvellement urbain : <ul style="list-style-type: none"> o au sein des secteurs préférentiels de développement de l'urbanisation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 360 logements environ au sein des opérations structurantes encadrées par des OAP sectorielles ▪ 300 logements environ au sein des opérations structurantes considérées comme des coup partis (programmés sur la période 2016-2021) ▪ 400 logements environ répartis sur des opérations plus ponctuelles de renouvellement urbain, o en dehors des secteurs préférentiels de développement de l'urbanisation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 40 logements environ au sein des opérations structurantes encadrées par des OAP sectorielles ▪ 150 logements environ au sein des opérations structurantes considérées comme des coup partis (programmés sur la période 2016-2021) ▪ 150 logements environ répartis sur des opérations plus ponctuelles de renouvellement urbain, <p>La quasi-totalité des capacités d'accueil en logements s'organise par le biais d'opérations de renouvellement urbain et de fait contribue à préserver les espaces naturels et agricoles. Il est prévu d'encadrer les opérations structurantes par des dispositifs de type OAP sectorielles (et OAP de secteur d'aménagement pour le secteur de la ZAC Etoile Annemasse Genève) notamment pour une meilleure maîtrise de la consommation d'espace</p>	
4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :	
Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?	La commune de Ville-la-Grand comporte une Zone d'Activités Economiques qui se prolonge sur la commune voisine d'Annemasse. Au sein du DOO du SCOT (document arrêté), cette zone est identifiée comme un secteur d'implantation périphérique, et classé comme un pôle majeur de périphérie. Ce secteur est identifié pour l'accueil des commerces et ensembles commerciaux d'importance, mais n'ayant pas vocation à accueillir de nouvelles implantations d'unités commerciales dont la surface de plancher est inférieure à 400 m ² de surface de plancher et 300 m ² de surface de vente.
Quelle est la surface des zones d'activités prévues ? S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?	<p>Précisez les dimensions du projet (surfaces concernées, ...)</p> <p>La révision du PLU prévoit le maintien des espaces dédiés à l'activité économique sur l'emprise actuelle de la ZAE, sans extension de cette dernière.</p>

<p>S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ? 	<p>La ZAE occupe 108 ha de la commune de Ville-la-Grand.</p> <p>A l'échelle de la ZAE (qui s'étend au-delà de la commune de Ville-la-Grand sur la commune voisine d'Annemasse), un potentiel de 15 ha de potentiel foncier a été estimé (sur une surface totale de la Zone de 186 ha) en recensant les dents creuses, les probabilités de mutation et possibilités foncières sur les friches existantes ou potentielles.</p>
<p>S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT:</p> <ul style="list-style-type: none"> • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ? 	<p>Cf. ci-dessus</p>
<p>Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ? Indiquez lequel et comment il s'applique ?</p>	<p>Non concerné.</p>
<p>Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)</p>	
<p>Le projet de révision, conformément aux prescriptions du SCOT (document arrêté), prévoit la requalification du secteur et la réorganisation des espaces dédiés à l'artisanat ou à l'industrie et des espaces à vocation commerciale (Axe Identité urbaine, orientation 2^e « Requalifier et réorganiser la ZAE » - projet de PADD porté par la présente révision du PLU)</p> <p>Dans l'attente de cette requalification de la ZAE, quelques possibilités de mutation de certains tènements ont été identifiés. Un Périmètre d'Attente d'un Projet d'Aménagement Global (PAPAG) est en cours d'instauration sur les deux communes (Annemasse et Ville-la-Grand) par le biais d'une procédure spécifique d'évolution du document d'urbanisme en vigueur. Ce périmètre, qui sera reporté dans le cadre de la présente procédure de révision du PLU, vise à permettre à la commune de prendre les dispositions adéquates pour que des opérations ou mutations « au coup par coup » et non maîtrisées ne compromettent pas la réorganisation envisagée et les possibilités d'intervention cohérente et globalisée à l'échelle de la zone.</p>	

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers			
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?</p>
<p>Des espaces agricoles ?</p>	X		<p><i>Si oui, précisez le type d'agriculture concernée (par exemple : pâturage, maraîchage, verger, céréales, etc.) et indiquez si ces terres font l'objet d'un classement (par exemple SCoT, IGP, AOP, AOC...).</i></p> <p>L'agriculture est présente sur le territoire communal (environ 13 % du territoire communal sont exploités par l'agriculture). Il s'agit principalement d'une production de culture (céréalière et vigne en majorité).</p> <p>Ville la Grand bénéficie d'un terroir de qualité, comme en atteste l'existence de plusieurs labels et signe de qualité : AOC-AOP viticoles (Roussette de Savoie, Vins de Savoie), IGP viticoles (Comtés Rhodaniens, Vin des Albrogues), IGP (Emmental, Gruyère, Pommes et poires de Savoie, Pommes de Savoie, Poires de Savoie, Raclette de Savoie, Tomme de Savoie).</p> <p>Les enjeux de protection de l'activité agricole sont traduits dans le projet de PLU révisé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plusieurs orientations du PADD relatives à la protection de l'activité agricole et la modération de la consommation spatiale (notamment au sein de l'axe Identité urbaine, les orientations 2.a "Maintenir la pérennité de l'activité agricole sur la commune", et 3.a "Organiser de manière économe et raisonnée le développement de l'urbanisation au sein de l'enveloppe urbaine"). - un projet de dispositif réglementaire qui identifie la zone agricole, stoppe les extensions de l'urbanisation au-delà des limites actuelles de l'enveloppe urbaine, instaure des règles en zone A qui limitent fortement

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

			<p>les occupations du sol admises dans les limites de la zone, à l'exception de l'activité agricole.</p> <p>L'impact de la révision du PLU est globalement faible sur le plan agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le secteur inscrit en zone 2AU au PLU en vigueur et qui n'a pas été identifié comme nécessaire à la mise en œuvre du projet communal est restitué aux espaces naturels. - aucun secteur de développement de l'urbanisation s'inscrit en extension de l'enveloppe urbaine actuelle. <p><i>Si votre (vos) commune(s) a (ont) fait l'objet d'un diagnostic agricole, joignez-le en annexe</i> Un diagnostic agricole a été réalisé à l'occasion de la révision du SCOT, en juin 2018. (Voir annexe 4 – diagnostic agricole)</p>
Des espaces boisés ?	X		<p><i>Si oui, précisez le type d'espace concerné (forêt domaniale, forêts exploitées, forêt de protection, ... ?)</i></p> <p>La commune comporte des espaces boisés, dont certains sont des forêts publiques non domaniales.</p> <p>Les enjeux de protection des espaces boisés sont traduits dans le PLU :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plusieurs orientations du PADD sont relatives à la protection des espaces boisés (notamment au sein de l'axe Identité Urbaine, l'orientation 2.b "Soutenir une gestion raisonnée de la forêt" et au sein de l'Axe Nature, l'orientation 1.a "Préserver les fonctionnalités écologiques du territoire communal"). - un projet de dispositif réglementaire qui identifie : <ul style="list-style-type: none"> - la zone naturelle couvrant la majorité des masses boisées, à l'exception des espaces d'enfrichement identifiés. - Une trame végétale (au titre de l'article L151-23 du CU) protégeant les haies, bosquets et vergers, à préserver pour leur fonction écologique comme composante de la trame verte-bleue, ainsi que paysagère. - des espaces boisés classés - Une OAP patrimoniale qui identifiera et prévoiera des prescriptions adaptées à la trame végétale contribuant à l'armature verte et bleue du territoire communale.
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?	X		<p><i>Précisez les protections appliquées à ces secteurs (ex : zone A ou N où la constructibilité est encadrée, EBC, mise en œuvre de l'article L151-23 ou de l'article L151-19 du code de l'urbanisme, ...)</i></p> <p>Par rapport au PLU actuellement en vigueur, les outils de protection des sensibilités environnementales ou paysagères évoluent. Le PLU en vigueur identifiait une zone agricole protégée (A) et une zone naturelle protégée (N), au sein de laquelle des secteurs spécifiques admettant de l'activité agricole (Na), une vocation de loisir (NL) ou résidentielle (Ne). Il est proposé d'adopter un nouveau dispositif réglementaire dans le cadre de cette révision du PLU pour traduire ses sensibilités particulières du territoire et objectifs du PADD. Des périmètres identifiés au titre des articles L151-19 ou L151-23 du CU seront superposés au zonage A et N, auxquelles correspondent des règles spécifiques intégrées dans le règlement des zones concernées. Seront notamment distingués :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique, ou architectural, dont le règlement définit les prescriptions de

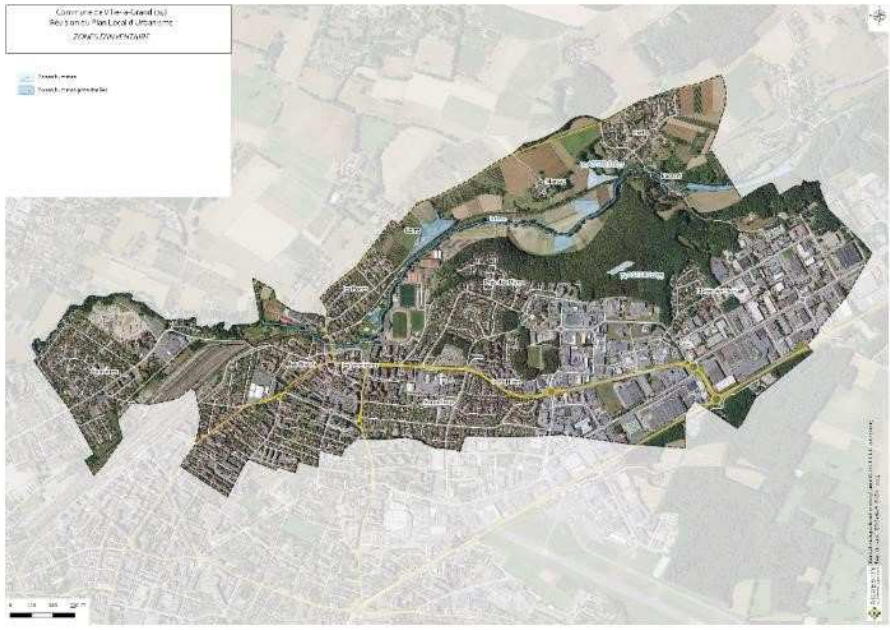
4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

			<p>nature à assurer leur préservation, leur conservation ou leur restauration (au titre de l'article L151.19 du CU). Il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des constructions repérées ou situées au sein des périmètres bâtis d'intérêt patrimonial ou architectural : les règles particulières relatives à ces périmètres ont pour objectif d'en préserver le caractère patrimonial, d'y favoriser la réhabilitation et la mise en valeur du bâti ancien, - des secteurs d'intérêt paysager : ils recouvrent des secteurs à forte valeur ou sensibilité paysagère, qui justifient des dispositions particulières destinées à la protection, voire la valorisation de leurs qualités, notamment certaines "plages" ou glacis agricoles sensibles du point de vue du paysage. - les cônes de vue : ils identifient des secteurs à forte sensibilité paysagère qui justifient des dispositions particulières destinées au maintien du caractère ouvert des séquences paysagères concernées. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les éléments de paysage, sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques, dont le règlement définit les prescriptions de nature à assurer leur préservation (au titre de l'article L151.23 du CU). Il s'agit : <ul style="list-style-type: none"> - des secteurs d'intérêt écologique : ils recouvrent des réservoirs majeurs de biodiversité, qui en raison de leur forte valeur écologique font l'objet d'un repérage spécifique destiné à les protéger et permettre leur gestion. Ils distinguent les zones humides, qui font l'objet de dispositions particulières. - de la trame végétale : ces périmètres et linéaires recouvrent l'armature végétale constituée des éléments les plus significatifs du paysage végétal ou arboré de proximité (haies, alignements d'arbres, bosquets, vergers, ...) tant au cœur des espaces urbanisés qu'en dehors. ▪ Les Espaces Boisés Classés (au titre de l'article L113.1 du CU) : protégeant une partie des espaces boisés non concernés par un classement au régime forestier, et ayant un rôle dans la protection des risques naturels. <p><i>Annexe 5 – synthèse règlement PLU révisé</i> <i>Annexe 6 – projet de règlement graphique</i></p>
Complétez si nécessaire			

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
<p>Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ?</p> <p>http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		X	<p><i>Expliquez, par exemple en annexe, si votre projet peut avoir des incidences sur ces sites Natura 2000 ou non et pourquoi.</i></p> <p><i>Si vous avez déjà réalisé une évaluation d'incidences Natura 2000, joignez-la en annexe.</i></p>

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
Un parc naturel national ou régional ?		X	
Une réserve naturelle nationale ?		X	
Un espace naturel sensible ?		X	
<p>Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ?</p> <p>http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		X	
<p>Un arrêté préfectoral de protection de biotope ?</p> <p>http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		X	
<p>Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?</p>	X		<p>2 zones humides sont inscrites à l'inventaire départementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bois des Côtes (74ASTERS1875) - Marsaz Est / Forand Ouest (74ASTERS1877)  <p>Carte 1 - localisation des zones humides, extrait de l'Etat Initial de l'Environnement</p> <p>D'une manière générale, l'ensemble des zones humides sera protégé par le projet de PLU par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - leur classement en zone naturelle, - doublé de leur identification en tant que "secteur d'intérêt écologique" au titre de l'article L 151-23 du CU, auxquels seront associées des

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
			<p>dispositions réglementaires spécifiques et adaptées (certains travaux d'entretien, clôtures sans soubassement, équipements légers sans soubassement, à vocation pédagogique et/ou de conservation des habitats naturels et des espèces sauvages...).</p> <p>Aucune de ces zones humides ne fait l'objet de projet d'aménagement.</p>
<p>Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ?</p> <p>https://www.eaurmc.fr/</p> <p>https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html</p> <p>http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html</p>		X	<p>Bien qu'aucun cours d'eau de la commune ne soit identifié en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du CE, d'une manière générale les enjeux de protection des cours d'eau sont traduits dans le PLU révisé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une orientation spécifique du PADD sur la protection des cours d'eau en tant que composante de la trame verte-bleue (Axe Nature, orientation 1.a "préserver les fonctionnalités écologiques du territoire communal"), - le dispositif réglementaire qui traduit cette orientation en classant l'ensemble des cours d'eau et leurs ripisylves en zone naturelle, à l'exception de certains secteurs urbanisés (où ils sont parfois busés) ou agricoles. L'intégralité du linéaire des cours d'eaux non busés est identifiée en "secteur d'intérêt écologique" (au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme) sur une largeur de 10m de part et d'autre des rives, au sein desquels les occupations du sol admises sont limitées et conditionnées à "ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages". - leur identification à l'Orient d'Aménagement et de Programmation patrimoniale qui émet des prescriptions destinées à leur protection, et en outre des recommandations relatives à la lutte contre les espèces invasives.
Complétez si nécessaire			

4.4 Continuités écologiques

<p>Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?</p>	Oui	Non	<p><i>Si oui, quel sont les enjeux identifiés sur votre commune ?</i></p> <p>Le SCOT d'Annemasse Agglo (en cours de révision et actuellement arrêté), identifie une continuité écologique à restaurer sur la base du contrat de corridors du projet d'agglomération franco-valdo genevois</p>
---	-----	-----	---

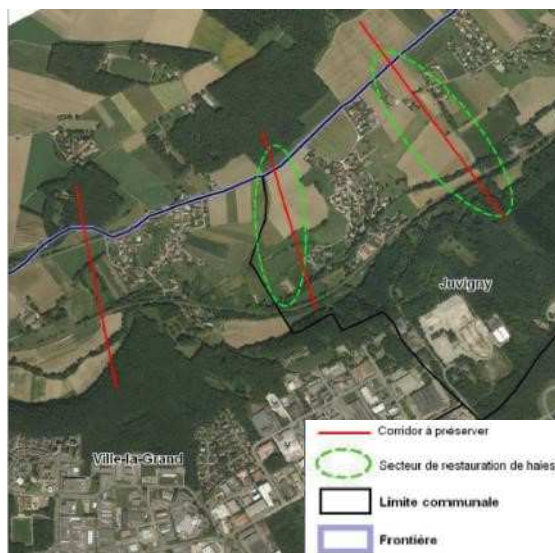


Figure 1 - Illustration des secteurs de restauration (Source : contrat Arve-Lac).




Carte 2 - Carte « Trame environnementale » - DOO du SCOT - document arrêté

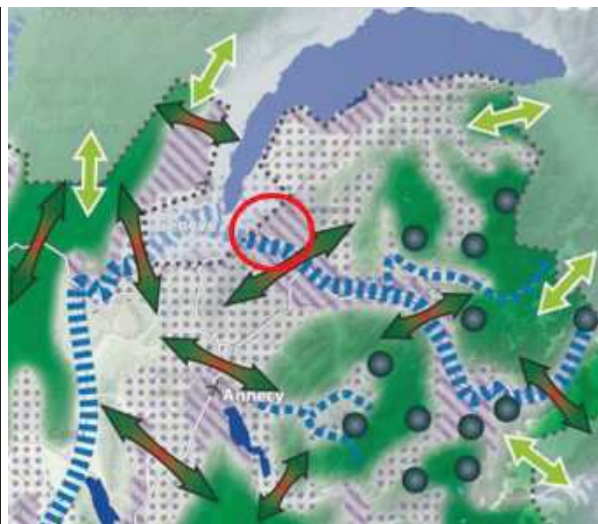


Carte 3 - Carte « Trame Verte et Bleue » - DOO du SCOT - document arrêté

Plusieurs réservoirs de biodiversité, corridors aquatiques, continuités supra-territoriales et corridor contraint ont été repérés et sont traduits dans le

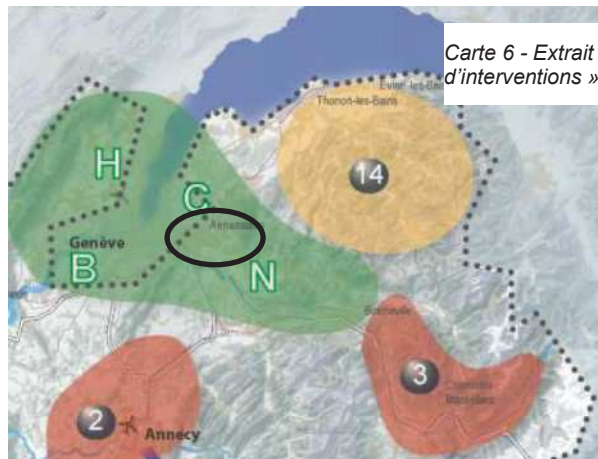
4.4 Continuités écologiques

		<p>dispositif réglementaire du PLU.</p> <p>Les continuités et corridors écologiques seront protégées par le projet de PLU révisé par :</p> <ul style="list-style-type: none">- leur classement en zones agricoles ou naturelles (y compris pour les cours d'eau et leur ripisylves),- doublé de leur identification en tant que "secteur d'intérêt écologique" au titre de l'article L 151-23 du CU. Au sein de ces périmètres, sont interdites toutes constructions nouvelles y compris l'extension du bâti existant. <div><div>Commune de Ville-la-Grand (74) Révision du Plan Local d'Urbanisme <i>BIODIVERSITE</i> <i>DYNAMIQUE ECOLOGIQUE</i></div><div><div>Espaces naturels d'intérêt écologique, réservoir de biodiversité</div><div>Espaces naturels et agricoles relais des réservoirs de biodiversité</div><div>Espaces de nature ordinaire</div><div>Axes de déplacement de la faune</div><div>Corridor aquatique</div><div>Corridor écologique à enjeu supra-communal</div><div>Point de collision avec la faune</div><div>Obstacles artificiels à l'écoulement et au passage de la faune piscicole</div></div></div> <div><p>Carte 4 - Identification de la dynamique écologique dans le cadre de l'EIE du PLU</p></div>
<p>Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ?</p> <p>http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>	<p>Par exemple, mentionnez les réservoirs de biodiversité, corridors diffus ou les espaces perméables, corridors linéaires ou corridors thermophiles</p> <p>Le territoire communal est concerné par des "enjeux" de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Maintien et/restauration de la continuité tant longitudinale que latérale des cours d'eau.- Maintien des continuités écologiques en secteurs d'urbanisation diffuse présentant des phénomènes d'étalement urbain et de mitage du territoire. <p>Le projet de modération de la consommation d'espace (suppression des zones 2AU) au profit du recentrage et d'une densification de l'urbanisation au sein de l'enveloppe urbaine, et ce dans un soucis de préservation de la qualité du cadre de vie (renforcement de la trame verte et bleue urbaine) répond positivement à cet enjeu.</p>	



Carte 5 - Extrait de la cartographie "Spatialisation des enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques"

D'après la cartographie des secteurs prioritaires d'intervention du SRCE, la commune de Ville-la-Grand est concernée par les objectifs 7.1 « Soutenir les démarches opérationnelles existantes ».



Carte 6 - Extrait de la cartographie « Secteurs prioritaires d'interventions ».



Objectif 7.1. Soutenir et renforcer les démarches opérationnelles existantes

La cartographie représentant les composantes associées à la Trame verte et bleue recense sur la commune de Ville la Grand :

- Les **secteurs urbanisés** du centre-ville et périphériques de la commune sont identifiés comme zones artificialisées.
- Des **espaces terrestres à perméabilité forte** sont localisés au nord du territoire et des espaces terrestres à perméabilité moyenne et agricoles fonctionnels ont été cartographiés autour. Ces espaces perméables permettent d'assurer la cohérence de la Trame verte et bleue, en complément des corridors écologiques, en traduisant l'idée de connectivité globale du territoire. Ils sont globalement constitués par une nature dite « ordinaire » mais indispensable au fonctionnement écologique. Il s'agit principalement d'espaces terrestres à dominantes agricole, forestière et naturelle mais également d'espaces liés aux milieux aquatiques localisés dans le Nord Est de la commune de **Ville-la-Grand**. Les espaces perméables constituent des espaces de vigilance, jouant un rôle de corridors permettant de mettre en lien des réservoirs de biodiversité. L'enjeu pour le SRCE est d'assurer dans la durée le maintien de leur fonctionnalité.

Le SRCE n'identifie pas de corridor ou de réservoir de biodiversité sur le territoire communal.

4.4 Continuités écologiques

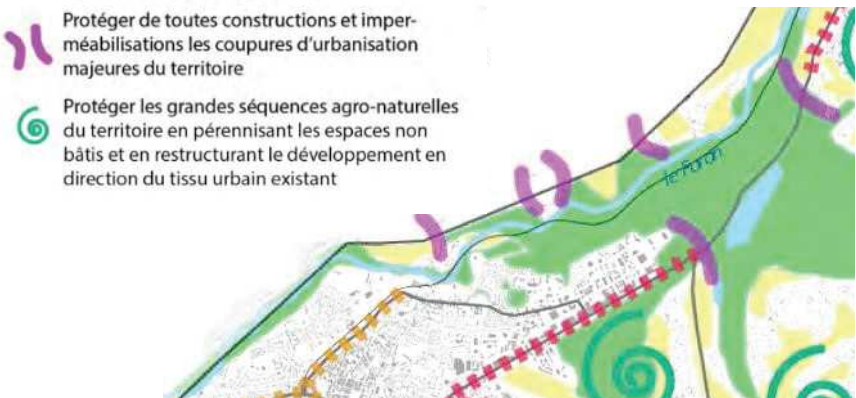


Carte 7 - Extrait de la cartographie "Trame Verte et Bleue régionale" - Source - SRCE Rhône-Alpes

4.5 Paysage, patrimoine bâti

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Site classé ou projet de site classé ? http://carto.data.rgouv.fr/1/dr_eal_nature_paysage_r82.map		X	
Site inscrit ou projet de site inscrit ? http://carto.data.rgouv.fr/1/dr_eal_nature_paysage_r82.map		X	
Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?		X	
Éléments majeurs du patrimoine ? http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/		X	<p><i>Exemple : monuments historiques et leurs périmètres de protection, sites archéologiques, patrimoine mondial</i></p> <p>Sur la commune de Ville-la-Grand, 4 sites archéologiques ont été recensés par la DRAC Auvergne Rhône-Alpes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Château de Grailly. - 2 inscriptions romaines. - Eglise, prieuré et cimetière médiévaux à l'emplacement de l'église actuelle.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?			<p>Le PLU révisé prend en compte les sensibilités paysagères identifiées par le SCOT d'Annemasse Agglo :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recomposer et structurer les séquences urbaines d'entrée d'agglomération : le PLU révisé ne crée pas de nouveaux espaces d'urbanisation en extension de l'enveloppe urbaine et préserve les espaces naturels en bordure de la zone d'activité. Il prévoit en outre un dispositif d'OAP patrimoniale pour encadrer la requalification paysagère de la traversée de la zone d'activité économique en lien avec le dispositif réglementaire de la commune voisine (Annemasse) sur laquelle la zone d'activité se poursuit.

4.5 Paysage, patrimoine bâti

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
			<p>- Protéger de toutes constructions et imperméabilisation les coupures d'urbanisation majeures du territoire : le PLU protège les séquences agro-environnementales structurantes du paysage communale en les inscrivant au sein des secteurs agricoles ou naturels, dotées le cas échéant de périmètres supplémentaires de protection des sensibilités écologiques (réservoirs de biodiversité, trame végétale, ...) et/ou paysagères (cônes de vue et plage agraire ouvertes sur le grand paysage environnant, cône de vue sur le jet d'eau de Genève, ...)</p> <p>Valoriser le grand paysage et les séquences urbaines</p> <ul style="list-style-type: none"> Affirmer la qualité et la lisibilité des séquences urbaines du Cœur d'agglomération Recomposer et structurer les séquences urbaines d'entrée d'agglomération Protéger de toutes constructions et imperméabilisations les coupures d'urbanisation majeures du territoire Protéger les grandes séquences agro-naturelles du territoire en pérennisant les espaces non bâtis et en restructurant le développement en direction du tissu urbain existant  <p>Carte 8 - Extrait de la carte du DOO du SCOT (document arrêté) – Valoriser le grand paysage et les séquences urbaines</p>
Complétez si nécessaire			

4.6 Ressource en eau

Captages

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		X	
Autres captages prioritaires ?		X	
Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales			
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les	X		Un Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable a été réalisé en 2014, mis à jour en 2015 et devrait être réactualisé en 2020.

4.6 Ressource en eau

besoins présents et futurs ?

Sur la base des données disponibles à ce jour,

- Les ressources en eau potable alimentant la commune proviennent de 3 captages :
 - Le captage du Nant à Arthaz,
 - La source des Eaux-Belles,
 - Le captage de Veyrier.
- Les ressources en eau de la commune sont suffisantes pour faire face à l'augmentation de population prévue par le SCOT. L'adéquation ressources / besoins ne peut s'effectuer pour la seule commune de Ville la Grand, l'alimentation en eau potable se faisant dans une logique intercommunale :
 - Bilan en période d'étiage – Situation future.

Situation d'étiage (Octobre)	Capacité de production	2022			2032		
		Demande en eau	Bilan ressource / demande	Excédent ou Déficit	Demande en eau	Bilan ressource / demande	Excédent ou Déficit
Secteur ex-2C2A	25 400 m³/j	15 900 m³/j	9 500 m³/j	37%	17 600 m³/j	7 800 m³/j	31%
Secteur ex-SIEV	8 020 m³/j	3 300 m³/j	4 720 m³/j	59%	3 700 m³/j	4 320 m³/j	54%
Secteur ex-SIER	130 m³/j	1 100 m³/j	-970 m³/j	-746%	1 200 m³/j	-1 070 m³/j	-823%
Total	33 550 m³/j	20 300 m³/j	13 250 m³/j	39%	22 500 m³/j	11 050 m³/j	33%

Situation d'étiage (Octobre)	Capacité de production	2022			2032		
		Demande en eau	Bilan ressource / demande	Excédent ou Déficit	Demande en eau	Bilan ressource / demande	Excédent ou Déficit
Secteur ex-2C2A	25 400 m³/j	15 900 m³/j	9 500 m³/j	37%	17 600 m³/j	7 800 m³/j	31%
Secteur ex-SIEV avec export SIEV	8 020 m³/j	4 500 m³/j	3 520 m³/j	44%	4 900 m³/j	3 120 m³/j	39%
Secteur ex-SIER	130 m³/j	1 100 m³/j	-970 m³/j	-746%	1 200 m³/j	-1 070 m³/j	-823%
Total	33 550 m³/j	21 500 m³/j	12 050 m³/j	36%	23 700 m³/j	9 850 m³/j	29%

- Bilan en période de pointe estivale – Situation future.

Situation de pointe (Pointe hebdomadaire Juillet)	Capacité de production	2022			2032		
		Demande en eau	Bilan ressource / demande	Excédent ou Déficit	Demande en eau	Bilan ressource / demande	Excédent ou Déficit
Secteur ex-2C2A	35 000 m³/j	20 000 m³/j	15 000 m³/j	43%	22 000 m³/j	13 000 m³/j	37%
Secteur ex-SIEV	8 450 m³/j	3 900 m³/j	4 550 m³/j	54%	4 400 m³/j	4 050 m³/j	48%
Secteur ex-SIER	250 m³/j	1 300 m³/j	-1 050 m³/j	-420%	1 400 m³/j	-1 150 m³/j	-460%
Total	43 700 m³/j	25 200 m³/j	18 500 m³/j	42%	27 800 m³/j	15 900 m³/j	36%

Situation de pointe (Pointe hebdomadaire Juillet)	Capacité de production	2022			2032		
		Demande en eau	Bilan ressource / demande	Excédent ou Déficit	Demande en eau	Bilan ressource / demande	Excédent ou Déficit
Secteur ex-2C2A	35 000 m³/j	20 000 m³/j	15 000 m³/j	43%	22 000 m³/j	13 000 m³/j	37%
Secteur ex-SIEV avec export SIEV	8 450 m³/j	6 900 m³/j	1 550 m³/j	18%	7 400 m³/j	1 050 m³/j	12%
Secteur ex-SIER	250 m³/j	1 300 m³/j	-1 050 m³/j	-420%	1 400 m³/j	-1 150 m³/j	-460%
Total	43 700 m³/j	28 200 m³/j	15 500 m³/j	35%	30 800 m³/j	12 900 m³/j	30%

Le secteur ex-2C2A présente un bilan potentiellement déficitaire dans le futur si des restrictions sont appliquées sur l'utilisation de la nappe du Nant dans le but de préserver cette dernière, notamment lors d'années présentant une faible pluviométrie. Un équilibre entre Demande en eau et Ressource ne pourra être atteint à l'horizon 2032 que si la nappe du Nant peut être exploitée à hauteur de 3 300 000 m³/an au minimum ou si une ressource alternative peut être mobilisée à hauteur de 800 000 m³/an.

En revanche, sur de courtes périodes (étiage de la source des Eaux Belles ou pointe de demande en eau), le bilan du secteur ex-2C2A peut être excédentaire grâce à une utilisation ponctuelle à pleine capacité des ouvrages de prélèvement dans les nappes. Ce surcroît de prélèvement devra en revanche être déduit du volume annuel prélevable afin de ne pas déstabiliser la nappe.

Hormis pour le secteur ex-SIER qui dépend de la capacité de fourniture d'une collectivité extérieure, l'approvisionnement en eau de l'agglomération d'Annemasse n'est pas directement menacée.

Le principal risque concerne la nappe du Nant qui semble être surexploitée, notamment lors des années sèches où sa réalimentation apparaît limitée.

Une réévaluation du volume réellement prélevable dans cette nappe pourrait être pertinente pour mettre en place une gestion raisonnée de la ressource afin de la préserver et de fiabiliser l'estimation de l'adéquation Ressource - Demande future d'Annemasse Agglo

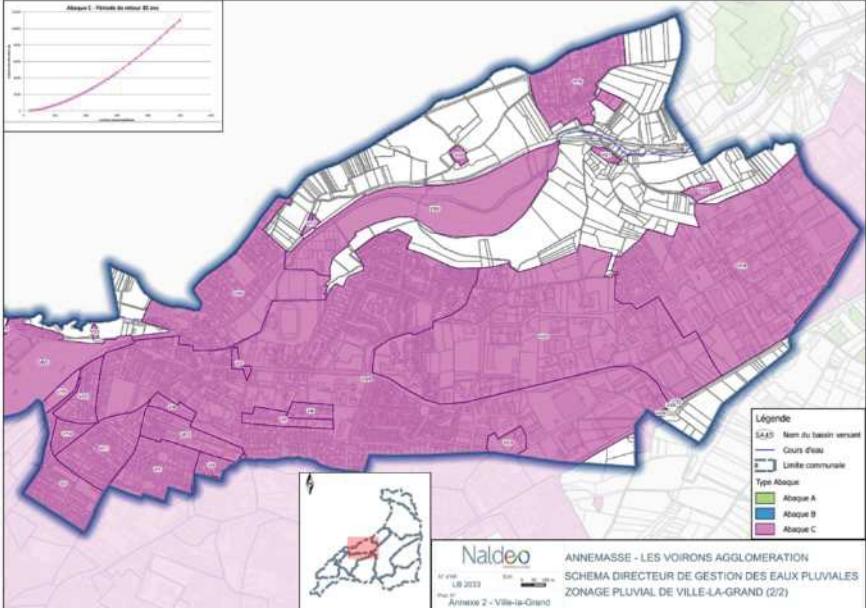
Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du

X

Annemasse Agglo a réalisé un schéma directeur d'assainissement eaux usées en 2012.

Un zonage d'assainissement a été réalisé à l'échelle d'Annemasse Agglo dès 1996. Sur Ville-la-Grand, la dernière révision a été réalisée en 2016.

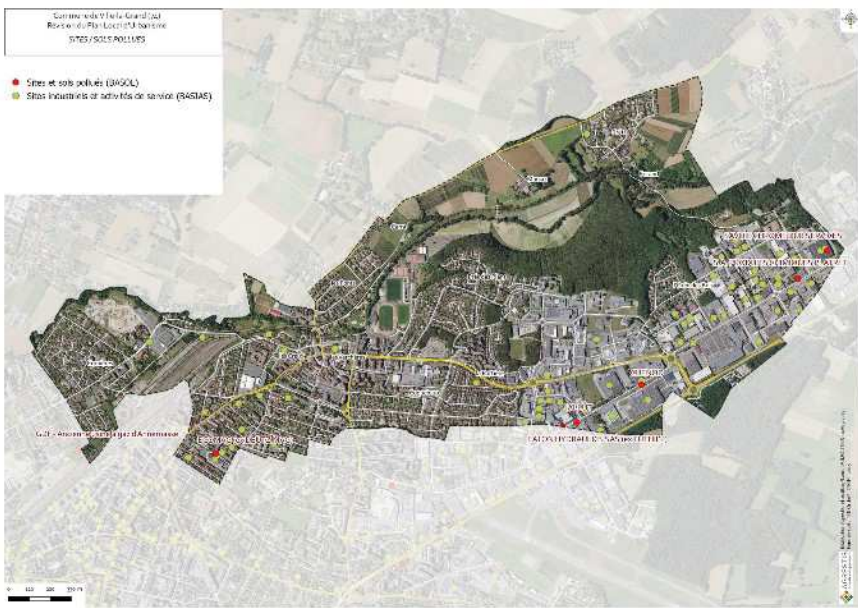
4.6 Ressource en eau

territoire ? http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/			<p>+/- 99 % des habitations sont raccordées au réseau collectif d'assainissement sur Ville-la-Grand, soit 8 691 équivalents habitants.</p> <p>Sur Ville-la-Grand, il existe une installation autonome au Moulin de Carra.</p> <p>Les eaux usées sont dirigées vers la station d'épuration intercommunale « Ocybèle » située à Gaillard. Elle a été mise en service en 1995, et a été dimensionnée pour traiter les eaux usées d'une population de 86 000 équivalents habitants. Courant de l'année 2013, des travaux ont été réalisés pour faire passer le traitement biologique de 86 000 à 125 000 équivalents habitants.</p> <p>En 2017, la charge entrante en pointe dans la STEP était d'environ 107 000 EqH, il y a donc encore une marge de traitement, que le SCOT a intégré dans la définition des perspectives de croissance démographique définies à l'horizon 2032 et le système d'assainissement présente une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs à l'échelle communautaire.</p>
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire?	X		<p>En 2014, la Communauté d'Agglomération a fait établir un schéma de gestion des eaux pluviales sur l'intégralité de son territoire. Il, recense l'ensemble des dysfonctionnements et insuffisances de la trame pluviale (réseaux enterrés et superficiels) sur les secteurs 'urbain' et 'rural'. Il présente les travaux nécessaires pour assurer la maîtrise et le transfert des débits vers l'aval.</p> <p>Un zonage d'eaux pluviales est en cours d'élaboration sur le territoire d'Annemasse Agglo.</p> <p>La commune de Ville-la-Grand est uniquement concernée par l'abaque C, auquel devront se référer les futurs aménageurs.</p>  <p>Carte 9 - Extrait du schéma directeur de gestion des eaux pluviales – zonage pluvial de Ville-la-Grand</p>

Complétez si nécessaire

4.7 Sols et sous-sol

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
Sites et sols pollués ou	X		La commune compte 6 sites potentiellement pollués ou ayant subis une

4.7 Sols et sous-sol			
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
<p>potentiellement pollués :base de données BASOL ?</p> <p>http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php</p>			<p>dégradation de la qualité des sols sont recensés (données BASOL-inventaire des sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant à une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif) :</p> <ul style="list-style-type: none"> JALLUT : Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire CUENOD : Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours ; EATON HYDRAULICS SAS : Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire ; ECOMAG : Site nécessitant des investigations supplémentaires ; S.A. PRODUITS CHIMIQUES PLATRET : Site nécessitant des investigations supplémentaires ; SAVOIE CHROME DUR SERVICES : Site nécessitant des investigations supplémentaires.
<p>Anciens sites industriels et activités de services :base de données BASIAS ?</p> <p>http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&carte=</p>	X		<p>Dans la base de données BASIAS, 78 anciens sites industriels et activités de service ont été recensés.</p>  <p>Carte 10 - Recensement des sites/sols pollués dans l'EIE du PLU</p>
<p>Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?</p>		X	
Complétez si nécessaire			

4.8 Risques et nuisances


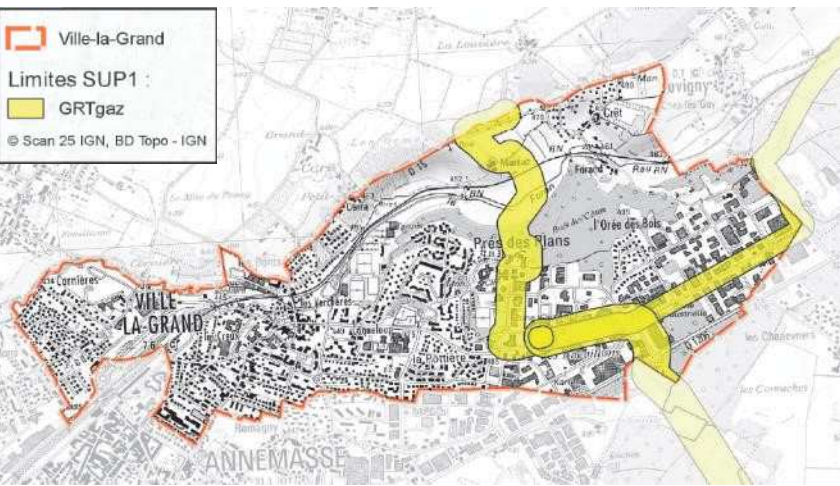
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
--	-----	-----	--

Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales	Oui	Non	Et quels sont les enjeux identifiés ?

Si oui, le(s)quel(s) ?

Et quels sont les enjeux identifiés ?

Et quels sont les enjeux identifiés ?

<p>Risques ou aléas naturels ?</p>	<p>X</p>	<p>Exemple : inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts, industriels, technologiques, miniers, cavité...</p> <p>La commune de Ville-la-Grand possède un Dossier Communal Synthétique qui recense les différents risques naturels et technologiques présents sur la commune ainsi qu'une carte des aléas liés au Foron de 2011.</p> <p>Cette carte localise sur le territoire les aléas liés aux mouvements de terrain ainsi que les crues torrentielles (de types débordement du cours d'eau, remontée de nappe phréatique, stagnation des eaux pluviales, crues torrentielles, ruissellements en secteur urbain).</p>  <p>Carte 11 - Carte sur les risques naturels – Extrait de l'EIE du PLU</p> <p>Concernant les risques technologiques, la commune n'est pas couverte par un PPRt . Elle est néanmoins exposée aux risques liés au transport de matières dangereuses par canalisations et par voies routières (principalement RD1206 et RD150).</p>  <p>Carte 12 - Localisation des canalisations de gaz traversant la commune – Extrait du plan des SUP</p>
------------------------------------	----------	---

Exemple : inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts, industriels, technologiques, miniers, cavité...

La commune de Ville-la-Grand possède un Dossier Communal Synthétique qui recense les différents risques naturels et technologiques présents sur la commune ainsi qu'une carte des aléas liés au Foron de 2011.

Cette carte localise sur le territoire les aléas liés aux mouvements de terrain ainsi que les crues torrentielles (de types débordement du cours d'eau, remontée de nappe phréatique, stagnation des eaux pluviales, crues torrentielles, ruissellements en secteur urbain).

Carte 11 - Carte sur les risques naturels – Extrait de l'EIE du PLU

Concernant les risques technologiques, la commune n'est pas couverte par un PPRt. Elle est néanmoins exposée aux risques liés au transport de matières dangereuses par canalisations et par voies routières (principalement RD1206 et RD150).

Carte 12 - Localisation des canalisations de gaz traversant la commune – Extrait du plan des SUP

Exemple : inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts, feux de forêts, incendies, technologiques, miniers, cavité...

La commune de Ville-la-Grand possède un Dossier Communal Synthétique qui recense les différents risques naturels et technologiques présents sur la commune ainsi qu'une carte des aléas liés au Foron de 2011.

Cette carte localise sur le territoire les aléas liés aux mouvements de terrain ainsi que les crues torrentielles (de types débordement du cours d'eau, remontée de nappe phréatique, stagnation des eaux pluviales, crues torrentielles, ruissellements en secteur urbain).

Carte 11 – Carte sur les risques naturels – Extrait de l'EIE du PLU

Concernant les risques technologiques, la commune n'est pas couverte par un PPRt. Elle est néanmoins exposée aux risques liés au transport de matières dangereuses par canalisations et par voies routières (principalement RD1206 et RD150).

Carte 12 – Localisation des canalisations de gaz traversant la commune – Extrait du plan des SUP

La commune de Ville-la-Grand possède un Dossier Communautaire Synthétique qui recense les différents risques naturels et technologiques présents sur la commune ainsi qu'une carte des aléas liés au Foron de 2011.

Cette carte localise sur le territoire les aléas liés aux mouvements de terrain ainsi que les crues torrentielles (de types débordement du cours d'eau, remontée de nappe phréatique, stagnation des eaux pluviales, crues torrentielles, ruissellements en secteur urbain).

Carte 11 – Carte sur les risques naturels – Extrait de l'EIE du PLU

Concernant les risques technologiques, la commune n'est pas couverte par un PPRt . Elle est néanmoins exposée aux risques liés au transport de matières dangereuses par canalisations et par voies routières (principalement RD1206 et RD150).

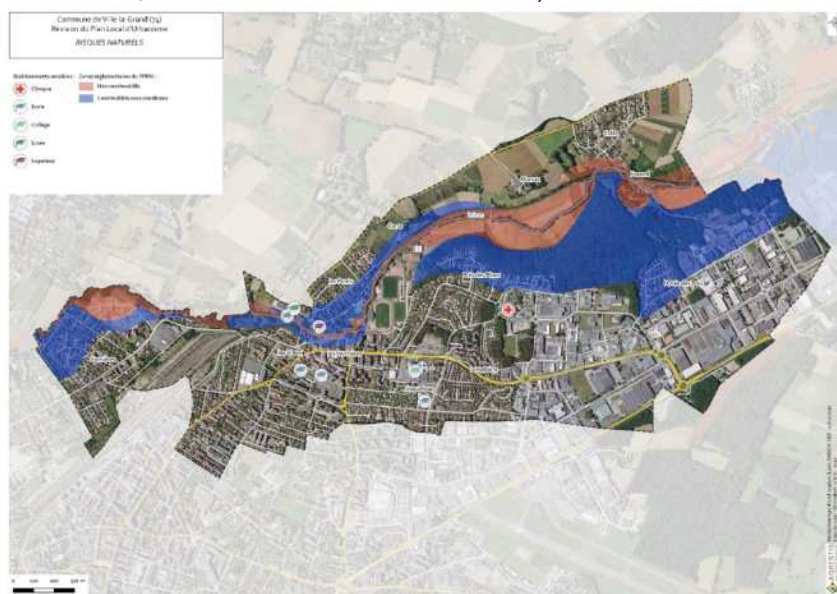
Carte 12 – Localisation des canalisations de gaz traversant la commune – Extrait du plan des SUP

Cette carte localise sur le territoire les aléas liés aux mouvements de terrain ainsi que les crues torrentielles (de types débordement du cours d'eau, remontée de nappe phréatique, stagnation des eaux pluviales, crues torrentielles, ruissellements en secteur urbain).

Carte 11 - Carte sur les risques naturels – Extrait de l'EIE du PLU

Concernant les risques technologiques, la commune n'est pas couverte par un PPRt. Elle est néanmoins exposée aux risques liés au transport de matières dangereuses par canalisations et par voies routières (principalement RD1206 et RD150).

Carte 12 - Localisation des canalisations de gaz traversant la commune – Extrait du plan des SUP



Carte 11 - Carte sur les risques naturels – Extrait de l'EIE du PLU

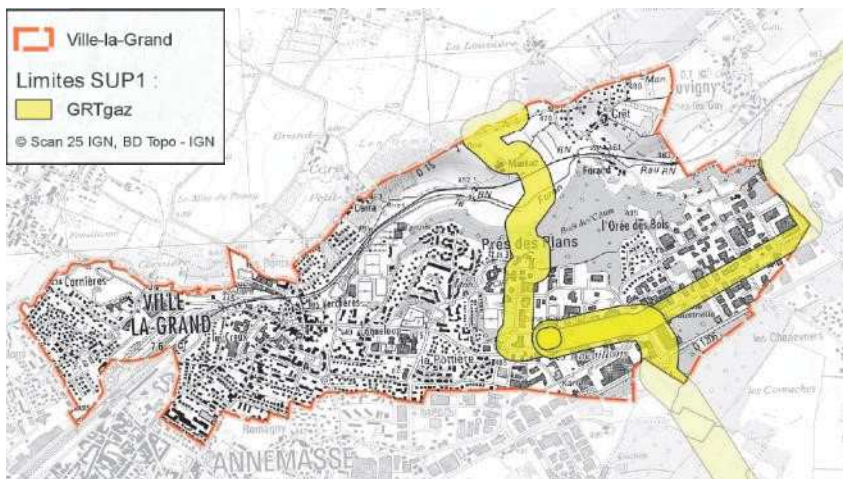
Concernant les risques technologiques, la commune n'est pas couverte par un PPRt. Elle est néanmoins exposée aux risques liés au transport de matières dangereuses par canalisations et par voies routières (principalement RD1206 et RD150).

Carte 12 - Localisation des canalisations de gaz traversant la commune – Extrait du plan des SUP

Concernant les risques technologiques, la commune n'est pas couverte par un PPRT. Elle est néanmoins exposée aux risques liés au transport de matières dangereuses par canalisations et par voies routières (principalement RD1206 et RD150).


Ville-la-Grand
Limites SUP1 :
GRTgaz
© Scan 25 IGN, BD Topo - IGN

Carte 12 - Localisation des canalisations de gaz traversant la commune – Extrait du plan des SUP



Carte 12 - Localisation des canalisations de gaz traversant la commune – Extrait du plan des SUP

4.8 Risques et nuisances

		<p>Les contraintes d'urbanisme sont strictement limitées aux projets de construction ou d'extension d'établissements recevant du public (ERP) et d'immeubles de grande hauteur (IGH).</p> <p>Il est également à noter que 4 installations classées pour l'environnement (ICPE) dont 3 soumises à autorisation sont présentes sur Ville-la-Grand :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Produits chimiques PLATRET S.A. ▪ Parker Hannifin Manufacturing France SAS ▪ Produits chimiques PLATRET S.A.  <p>Carte 13 - Extrait de la carte sur les risques technologiques – EIE du PLU</p>
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?	X	<p>La commune est couverte par un PPRn et un PPRi sur la commune.</p> <p>Le dispositif réglementaire du PLU révisé veille à respecter les zones inconstructibles portées par ces deux documents.</p>
Nuisances ?	X	<p><i>Exemple : sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i></p> <p>Plusieurs infrastructures routières et ferrées sont classées comme bruyantes sur la commune (cf. point suivant).</p> <p>La commune de Ville-la-Grand n'est pas concernée par le PEB de l'aéroport de Genève, pour autant certaines trajectoires de vol depuis l'aéroport passent au-dessus de la commune, pouvant créer des nuisances sonores.</p>

4.8 Risques et nuisances

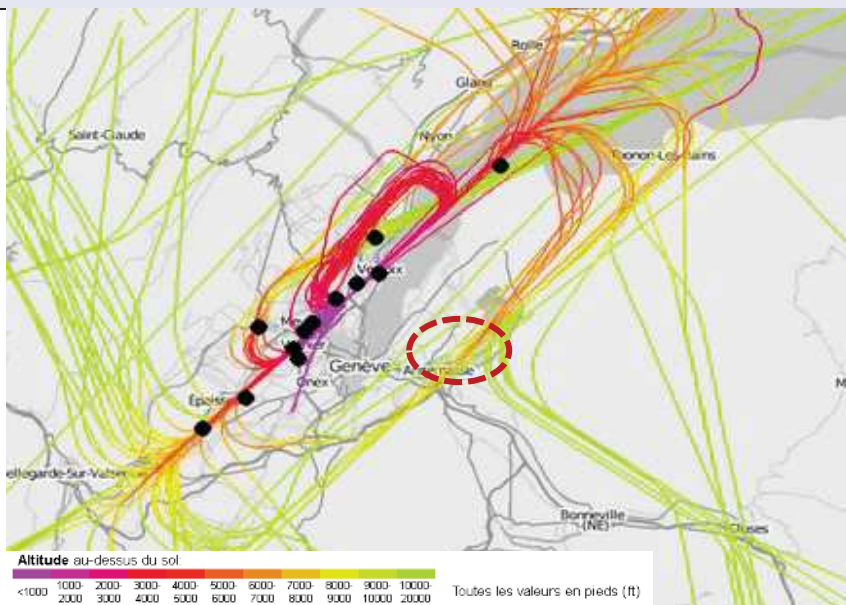
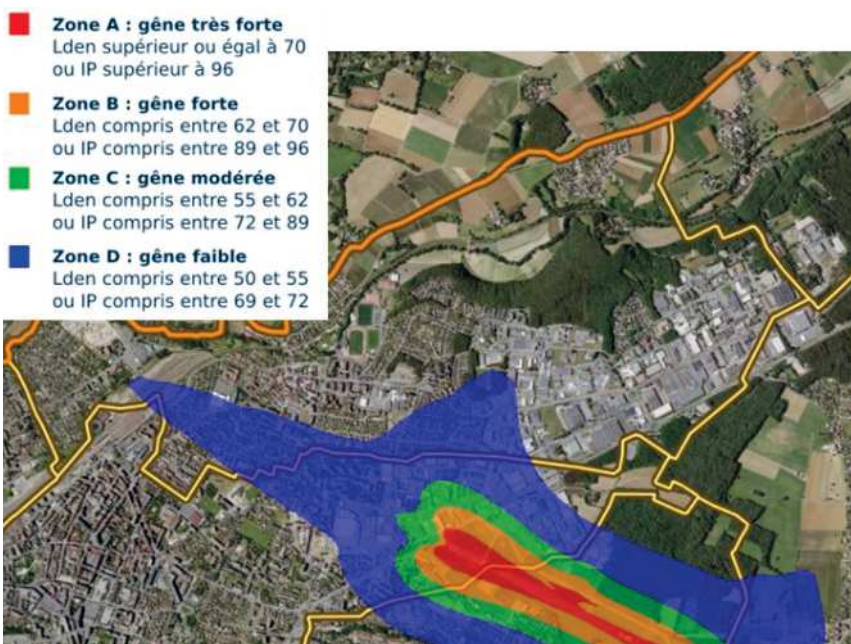


Figure 2 - Trajectoires de vol depuis l'aéroport de Genève. Source : EANS.

Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?

- Le Plan d'Exposition au Bruit de l'aérodrome de d'Annemasse impacte une partie du territoire communal :



Carte 14 - Localisation des zones de gêne dans le Plan d'Exposition de l'aérodrome d'Annemasse

Seule la zone D est présente sur la commune. Dans ce secteur, toutes les constructions sont autorisées sous réserve d'une protection phonique et de l'information des futurs occupants.

- Un arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transport terrestre identifie 13 tronçons, considérés comme bruyants (voie ferrées et 12 tronçons routiers).

Selon le classement de l'infrastructure de transport, une bande de 30 à 250 m autour de l'infrastructure délimitera les secteurs à l'intérieur desquels les constructions feront l'objet de prescriptions d'isolement acoustiques spécifiques.

- Un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) des grandes infrastructures (GI) routières communales a été élaboré en 2018 à l'échelle de la commune. Une procédure de PPBE est également en cours à l'échelle de l'agglomération.

Complétez si nécessaire

4.9 Air, énergie, climat

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?

Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales

Oui

Non

Si oui, le(s)quel(s) ?

Et quels sont les enjeux identifiés ?

Y a-t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire

X

Si oui, précisez : gare, réseau de transport en commun, etc...

Le réseau des transports annemassiens collectifs (TAC), organisé par les transports publics de l'agglomération d'Annemasse (TP2A), dessert la commune de Ville-la-Grand : 7 lignes de bus (dont une à haut niveau de services - TANGO), 1 ligne dominicale, 1 ligne de nuit le week-end, 1 ligne transfrontalière, un service à la demande (pour les secteurs non couverts par les lignes régulières, un service pour les personnes en situation de handicap.

Le réseau TAC



Figure 3 - Extrait du plan du réseau TAC.

Une offre de transport ferré est également disponible à l'échelle de l'agglomération. Si la commune est traversée par une voie ferrée, elle ne dispose en revanche d'aucune gare SNCF. Toutefois, la gare SNCF du pôle multimodal d'Annemasse (reliée au réseau du Léman Express) se situe à 15 minutes à pied du centre-ville de Ville la Grand et à 5 minutes en bus.

L'enjeu de la révision du PLU sera notamment de mettre en adéquation les politiques de mobilité et d'urbanisation (en encadrant les opérations de renouvellement urbain à proximité de ces axes structurants de transport collectif).

Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?

X

Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?

Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?

X

La commune de Ville-la-Grand fait partie de la liste des communes sensibles au titre du SRCAE ; les orientations de préservation de la qualité de l'air sont donc renforcées sur le territoire.

Au titre du PCAET d'Annemasse Agglo, les engagements en matière de qualité de l'air sont :

- Annemasse Agglo systématisera les chantiers « Air Climat » exemplaires qu'elle engage.
- Annemasse Agglo optimisera l'utilisation de son parc de véhicules et réduira son impact sur la qualité de l'air.
- Les communes développent une mobilité durable ayant un impact réduit sur la qualité de l'air.
- L'établissement d'un partenariat avec les carrières et les transporteurs de matériaux issus des carrières pour limiter l'impact de leur activité sur la qualité de l'air.

4.9 Air, énergie, climat			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
			<ul style="list-style-type: none"> - Encourager le renouvellement des appareils de chauffage au bois polluants. - Sensibilisation des citoyens sur la nécessité d'adopter des éco-comportements et d'abandonner les comportements responsables de pollution de l'air. - Informer les citoyens sur l'existence de dispositifs visant à les accompagner dans la réduction de leur consommation énergétique et leurs émissions de polluants atmosphériques <p>Le projet de révision du PLU devra donc s'assurer de ne pas dégrader davantage la qualité de l'air et plusieurs enjeux liés à l'exposition des populations aux émissions polluantes ont été identifiés à l'issue de la phase de diagnostic :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La maîtrise à la source, des rejets polluants atmosphériques. - La politique de rénovation de l'habitat et développement des énergies renouvelables. - Une organisation du territoire pour limiter les déplacements en voiture individuelle: <ul style="list-style-type: none"> - Complémentarités commerces, équipements et services avec le pôle-centre d'Annemasse, - Développement de modes de déplacements doux sécurisés, vers le pôle-centre et la gare (vélo, vélo électrique). - L'accès des populations à l'information en matière de qualité de l'air et des risques sur la santé. <p>Ces enjeux se sont ensuite déclinés notamment dans l'Axe Nature par les orientations "1.c – Œuvrer pour limiter les pollutions et les nuisances, et prendre en compte les risques naturels et technologiques" et "1.d – Soutenir une gestion "raisonnée" de la ressource, et promouvoir les économies d'énergie".</p> <p>Le projet de révision du PLU participe de la diminution des émissions de gaz à effet de serre et de particules polluantes qui peuvent affecter la qualité de l'air, par le biais :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un encouragement à la densification de l'urbanisation à proximité des axes structurant de transport collectif, en lien avec un projet de vie de proximité (équipement, ou commerce de proximité), - d'une limitation du développement de l'urbanisation sur le reste du territoire communal et protection des zones naturelles, - de dispositions réglementaires et préconisations des OAP sectorielles et patrimoniales en faveur de performances énergétiques de l'habitat.
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	
Complétez si nécessaire			

5. Annexes (rappel)

Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :

- pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;
- pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)

Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	<input checked="" type="checkbox"/>
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	<input checked="" type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input checked="" type="checkbox"/>
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	<input type="checkbox"/>
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	<input checked="" type="checkbox"/>

6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

Date : 08/03/2021 Lieu : Ville-la-Grand	Nadine JACQUIER SIGNATURE  	Maire de Ville-la-Grand
--	---	--------------------------------